



Les violences entre "bandes de jeunes", un phénomène ancien amplifié par les réseaux sociaux

Paris, 10 mars 2021 (AFP) -

Le phénomène des violences entre "bandes de jeunes", dont une série d'épisodes a fait deux morts et plusieurs blessés graves ces dernières semaines en région parisienne, agite le débat public depuis de nombreuses décennies.

Il a trouvé avec l'avènement des réseaux sociaux une nouvelle caisse de résonance susceptible d'attiser la compétition entre territoires, observent experts et sociologues.

- De quoi bande est-il le nom ? -La bande est un "regroupement de jeunes qui sont caractérisés par des difficultés sociales, familiales, scolaires, professionnelles" et "qui se réunissent pour planter leur drapeau et essayer de s'approprier des espaces pour affirmer une puissance qu'ils n'ont pas individuellement", explique le sociologue Thomas Sauvadet.

Selon le ministère de l'Intérieur, 74 bandes ont été recensées sur l'ensemble du territoire, dont 46 sur le ressort de la préfecture de police de Paris, qui comprend outre la capitale la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine.

Au total, 357 affrontements entre bandes ont été recensés en 2020 contre 288 en 2019, soit une hausse de près de 25%, et trois personnes ont été tuées et 218 blessées lors des affrontements de l'an dernier.

- Un phénomène ancien, qui évolue - Tous les spécialistes le disent et le répètent: le phénomène ne date pas d'hier. En 1907 déjà, la question était évoquée dans les colonnes du Parisien qui titrait: "Ils sont de plus en plus jeunes, ils sont de plus en plus nombreux", rappelait récemment dans Le Point l'historienne Véronique Blanchard.

Depuis les "Apaches", les "loubards" ou les "blousons noirs", les profils ont toutefois évolué. "Ils sont de plus en plus vieux, le stationnement dans les bandes dure beaucoup plus longtemps parce que les blousons noirs travaillaient. Là, ils sont chômeurs", relève Gérard Mauger, auteur du livre "La sociologie de la délinquance juvénile".

En Seine-Saint-Denis, Thibaut Ernouf, psychiatre, observe lui depuis plusieurs années une banalisation "d'actes de violence extrêmes chez des ados de plus en plus jeunes avec ce qui semble être une perte de la gradation de la gravité des actes".

"Un jeune peut être agressé violemment avec un marteau avec un trauma crânien parce que d'autres jeunes estimaient qu'il se comportait mal", cite-t-il en exemple.

- Les réseaux sociaux, nouvelle caisse de résonance -Autre nouveauté de taille, l'omniprésence des réseaux sociaux dont l'impact sur le fonctionnement des bandes est "réel", selon Marwan Mohammed, sociologue au CNRS.

"L'espace des réputations" devient "numérique" avec des gens qui "commentent sur les applications, sont connectés, font tourner des vidéos, des images, donnent leurs avis", note le chercheur. "C'est comme une espèce de notation, comme ceux qui sont impliqués lisent les commentaires, ça a des effets sur leur comportement".

Au début des années 2000, les "bandes de région parisienne accordaient une grande importance au Parisien: être dedans, c'était un trophée, une victoire", se souvient Gérard Mauger.

"On le retrouve aujourd'hui sous une forme plus répandue encore avec les réseaux sociaux: on peut se faire sa pub soi-même, être connu et reconnu comme étant des terreur", poursuit-il. "Un des objectifs de ces bagarres, c'est d'accéder à la renommée, ça peut attiser la compétition entre bandes".

- Comment casser l'engrenage ? -Pour l'heure, aucune mesure n'est parvenue à endiguer le phénomène.

Dans une tribune publiée mercredi dans Le Figaro, une centaine de professionnels de l'éducation, de la justice et de l'action sociale l'attribuent à un "échec des politiques sociales, éducatives, économiques en vigueur ces trente dernières années".

Ils prônent la mise en place d'une "éducation à la non-violence" et de développer l'aide psychologique à "des jeunes en souffrance, en difficultés sociales, scolaires, personnelles".

Thomas Sauvadet dénonce, lui, "la société dans son ensemble qui produit une culture de bandes qui devient une



culture mainstream".

"C'est toute une industrie culturelle qui interroge notre rapport à la loi et notamment le côté transgressif qui est souvent mis en avant comme étant un signe de caractère d'un individu indépendant et autonome", poursuit-il. Il y ajoute "la saturation du marché du travail, avec chômage et précarité" et la question du trafic des stupéfiants auxquels il faut s'attaquer.

Marwan Mohammed suggère d'utiliser les rivalités existantes et d'en sortir quelque chose de positif.

"A Gonesse, une association avait lancé le clean challenge: des jeunes avaient nettoyé leur quartier, ils s'étaient filmés et ils avaient mis au défi d'autres jeunes d'être capables de faire de même", rappelle le chercheur.

mep-clw-ali-we/pa/ide

Afp le 10 mars 21 à 17 29.

